GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } VII. MARTIE / MARS / MÄRZ 1929. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 3

Viitorul et le Temps.

Les derniers débats sur l'Alsace qui ont eu lieu devant la Chambre Française nous ont donné l'occasion de remarquer l'attitude de la Presse officielle française sur cette question assez grave pour la France. Le Temps, organe le plus compétent du Gouvernement nous a montré de nouveau comment la Presse officielle doit être toujours à la hauteur de sa tâche. Accoutumés au language violent et aux assertions fausses du Viitorul nous constatons avec grand plaisir l'impartialité vraiment extraordinaire du Temps en ce qui concerne les injustices et les griefs des Alsaciens.

„Ce débat — écrit le Temps du 26 janvier 1929 — est audessus de telles misères. Il doit être aussi net que définitif. Il doit se conclure par la résolution d'apaiser les griefs justifiés *(ils sont nombreux)* et par celle d'opposer à une propagande meurtrière une barrière légale."

Combien de fois avons-nous mentionné nos griefs ? les injustices et les abus administratifs ? Combien de fois avons-nous porté devant la Chambre des cas concrêts qui lèsent notre existence ? Et quelle a été l'attitude du Viitorul ? Même les cas les plus concrêts ont été dénoncés comme mensongers et ils ont été démentis avec un sans gène incroyable et nos revendications ont été taxées d'irrédentisme.

Voilà, par contre, comment le Temps critique *l'autonomisme*, cet autonomisme alsacien qui ne peut être comparé à notre tendance de résoudre la question des minorités dans le cadre de l'Etat Roumain :

„L'autonomisme — écrit le Temps, la 27 janvier 1929 — ce serait donc celà ! Ce serait cet amas de réclamations, de

plaintes, et d'histoires de menottes passées à des voleurs de bicyclettes, de griefs de fonctionnaires pour leur retraite, de protestations contre les gardes-champêtres, les percepteurs et les gabeloux! Tous ces mécontentements *dont nous ne voulons pas certes diminuer l'importance*, mais qui sont à peu de chose près les mêmes dans tous les départements — ce qui corrobore la conclusion donnée par beaucoup de bons esprits, c. à. d. *la nécessité d'une réforme générale pour toute la France.* Cet ensemble de griefs justifie-t-il la campagne abominable menée par la Presse de M. Haegy ?"

Quelles paroles dignes d'un organe officiel!

Pensez au Viitorul qui, à chaque instant, nous attaque et veut nous emprisonner au lieu de reconnaître qu'on ne doit pas *diminuer l'importance des mécontentements* et qu'il est nécessaire *de faire une réforme générale pour toute la Roumanie.* Pensez au Viitorul qui, lorsqu'il s'agit de réformes, crie avec sa voix empruntée au „Mahalaua Spirei" que nous voulons désorganiser l'Etat, que nous sommes des révolutionnaires, que cela serait la fin de la Roumanie si les vols et les atrocités cessaient.

Quel miracle devrait se produire pour que le Viitorul se décide à publier un article du genre de celui paru dans le Temps du 27 janvier 1929 conçu comme suit:

„Le problème du bilinguisme lui-même qui est le plus grave et qui a été le plus exploité par le clan que l'on appelait hier „fédéraliste" puisqu'il n'est plus question ni d'autonomisme ni de séparatisme, ne peut-il se résoudre amicalement?

Pour les fonctionnaires d'abord. Il serait désirable, nous l'avons écrit à plusieurs reprises, que tous les fonctionnaires puissent s'entretenir avec les Alsaciens ignorant le Français, soit en dialecte, soit en allemand.

... La question de l'enseignement des langues à l'école est aussi sérieuse, plus sérieuse même puisqu'il s'agit ici de préparer l'avenir. M. Seltz, qui s'est spécialisé dans ce domaine, voudrait que l'Allemand fut enseigné dès la première année de l'école primaire, que l'on apprît aux petits Alsaciens le Français par l'Allemand. Affaire de pédagogie, de technique scolaire. L'enseignement en Alsace a besoin d'infiniment de souplesse suivant les régions. Ici, méthode directe pour l'étude du Français: là, méthode indirecte. L'essentiel est le résultat. Nulle part

l'école doit être aussi décentralisée, aussi adaptée aux besoins de la population qu'en Alsace".

Le Viitnrul aboutira t-il un jour à une telle noblesse de language, se débarrassera-t-il de ses moyens indignes d'un organe sérieux?

Nous attendons ce miracle! *T. A.*

Vor der Debatte.

Pressestimmen über den Antrag Stresemanns.

Während diese Zeilen an den Leser gerichtet werden, hat in Genf beim Völkerbund schon jene Debatte begonnen, die für jene vierzig Millionen Seelen, die derzeit das Nationalminderheitenlos in Europa tragen, von weittragender Bedeutung ist.

Unser Presseorgan, welches sich ausschliesslich mit Minderheitsangelegenheiten befasst, erkennt es als seine Pflicht nicht nur alle Phasen der Debatte zu beobachten, um darüber dann unsere Leser zu verständigen, sondern auch die den Verhandlungen vorausgehenden Presseäusserungen zu sammeln und das Resultat dessen zu veröffentlichen.

Unsere Sammlung konnte selbstverständlich keine vollständige werden, da viele hunderte Artikel in den verschiedenen Tagesblättern des vergangenen Monats erschienen waren, wovon wir keine Kenntnis erhalten konnten. Nachfolgende Sammlung ist aber dennoch geeignet zu bestätigen, dass die Frage der Minderheiten zu einem solchen Weltproblem wurde, welches ungelöst von der Tagesordnung zu nehmen schon nicht mehr möglich ist.

Suisse Libérale. *Neuchâtel.* (7 Fév. 1929.)

Le prochain Conseil de la S. d. N. Genève, 6. — Le secrétaire général de la S. d. N. vient d'adresser aux gouvernements des États membres du Conseil l'ordre du jour provisoire de la 54me session du Conseil de la S. d. N. qui s'ouvrira à Genève le 4 mars prochain, sous la présidence du représentant de l'Italie, M. Scialoja. 25 questions couvrant à peu très tous les champs d'activité de la S. d. N. figurent à cet ordre du jour provisoire. La question des minorités y est inscrite conformé-

ment à la demande du représentant du Canada, M. Dandurand et du représentant de l'Allemagne, M. Stresemann.

Quelques pétitions de minorités, toutes relatives à la Haute-Silésie, soit allemande, soit polonaise, figurent également à l'ordre du jour.

Le gouvernement hongrois demande au Conseil d'appliquer les stipulations de l'article du traité de Trianon visant le cas de vacance créé auprès du tribunal arbitral mixte, le juge du royaume des Serbes, Croates et Slovènes ayant déclaré ne pouvoir participer aux délibérations de ce Tribunal sur l'affaire „Archiduc Frédéric de Habsbourg-Lorraine" contre État Serbe, Croate et Slovène.

L'affaire des optants hongrois au sujet de laquelle des négociations directes sont en cours entre les deux gouvernements intéressées figurent également à l'ordre du jour. Le Conseil aura à décider de la composition de deux comités l'un permanent, l'autre provisoire. Dans le premier cas il s'agit du comité fiscal qui aura pour tâche de stimuler la lutte contre la double imposition et l'évasion fiscale, de provoquer l'ouverture de négociations tendant à ce résultat et d'une manière générale d'étudier les questions relatives aux impôts. Dans le second cas il s'agit de la commission d'enquête que le Conseil a décidé de constituer comme suite à une proposition du gouvernement britannique en vue d'étudier le problème du contrôle de l'opium à fumer, en Extrême-Orient. Le Conseil prendra connaissance des rapports des Commissions et autres organismes de la S. d. N. sur les travaux accomplis depuis la dernière session: Commissions des mandats, comité économique, comité financier, commission de l'opium, etc.

Il procédera en outre à un certain nombre de nominations parmi lesquelles celle du successeur de M. Léopold Dubois au comité financier.

Le Petit Comtois. *Besançon.* (7 Fev. 1929.)

La question des minorités. Ainsi qu'il l'a fait prévoir lorsqu'il donna un violent coup de poing sur la table de Lugano, M. Stresemann, ministre des Affaires étrangères du Reich, a demandé, à Genève, l'inscription de la question des minorités à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil de la Société des Nations. Le problème n'est pas neuf.

Tout le long du XIX^{e} siècle, la question des minorités à préoccupé les grandes puissances, et déjà en 1913, lors de la conférence de Bucarest, qui, à l'issue des guerres balkaniques, a réglé le sort des nations de la péninsule, la délégation bulgare proposait l'insertion dans les traités d'une clause visant la protection des minorités Devant les difficultés d'application de cette clause, la conférence recula, mais après la guerre européenne, les traités de paix imposèrent des obligations concernant la protection des minorités, non seulement aux Etats vaincus, mais encore aux Etats créés ou agrandis par la victoire des Alliés.

Le droit des minorités a été ainsi solennellement proclamé, mais il reste à l'organiser pratiquement, et il convient de reconnaître que la tâche n'est point facile, car très volontiers les obligations à l'égard des minorités sont considérées, par les Etats qui y sont astreints, comme des atteintes directes à leur souveraineté et à leur prestige.

Cette opinion est d'ailleurs mal fondée, car les stipulations relatives aux minorités ne constituent nullement un empiètement sur la souveraineté intérieure des Etats, elles ne sont que le complément nécessaire du nouveau statut territorial de l'Europe et des remaniements des frontières.

Il n'en reste pas moins que l'application des traités relatifs aux minorités n'est pas aisée; mais si nombreuses et si importantes que soient les difficultés, il est possible d'en triompher avec quelque bonne volonté. Malheureusement, cette bonne volonté ne s'est point encore manifestée dans toutes les capitales.

Tout naturellement, c'est à la Société des Nations que revient le droit de surveiller l'application des clauses des traités concernant les minorités. Pour pousuivre cette tâche, l'organisme de Genève possède une compétence juridique incontestable, mais il est incomplètement outillé pour exercer son contrôle sur l'application des droits des minorités; aussi les débats amorces à Genève sur cette question n'ont-ils encore abouti à aucune décision d'ordre pratique.

Il y aurait pourtant intérêt à examiner le problème et à lui apporter une solution d'ensemble.

Il semble d'autant plus urgent d'évoquer la question dans toute son ampleur que l'Allemagne manifeste l'intention d'invoquer les droits des minorités et spécialement des minorités germani-

ques, pour battre en brèche l'autorité des gouvernements sous lesquels vivent ces minorités. On aurait beaucoup étonné les anciens dirigeants du Reich, au moment où ils agissaient avec une rigueur impitoyable contre les minorités françaises, danoises et polonaises incorporées à l'Empire, si on leur avait dit que quelque jour les représentants du Reich se feraient devant l'Europe les champions des minorités opprimées! L'histoire est faite de ces paradoxes et de ces volte faces. Les hommes d'Etat ont toujours invoqué des principes favorables à leurs desseins politiques, pour les abandonner ensuite avec désinvolture lorsqu'ils n'en pouvaient plus tirer aucun avantage.

C'est évidemment pour essayer de servir leur propagande pour la plus grande Allemagne que les porte-parole de Berlin se montrent à ce point préoccupés du sort des minorités; c'était déjà dans une semblable intention que l'Allemagne défendait les Autrichiens du Haut Adige, et qu'en décembre M. Stresemann vitupérait M. Zaleski, coupable, à ses yeux, de dénoncer l'activité antipolonaise des Allemands de Haute Silésie.

Il n'y a aucun inconvénient à laisser M. Stresemann ouvrir à Genève le débat sur les minorités, mais encore convient-il de maintenir la discussion dans le cadre des traités qui fixent les principes généraux en la matière. Il importera aussi de bien marquer au ministre des affaires étrangères du Reich qu'en ce domaine délicat on ne saurait édicter de règles absolues s'appliquant indistinctement à tous les Etats et à toutes les minorités; il faut au contraire, dans chaque cas d'espèce, prévoir des obligations spéciales, de manière à réserver aussi complètement que possible les droits des minorités et ceux des Etats auxquels elles sont soumises.

Mais, avant tout, il conviendra de faire comprendre à M. Stresemann que sous couleur de défendre et de maintenir intacts les droits des minorités, on ne permettra pas à cellesci de fomenter l'agitation et de battre en brèche l'autorité régulière des pays qu'elles habitent. Si certains droits leur sont reconnus, ces minorités ont du moins l'obligation de s'adapter à la vie nationale de la puissance qui les abrite, et elles ne sauraient, en aucun cas, se livrer à des manoeuvres contre sa sécurité intérieure ou extérieure.

Si M. Stresemann croit trouver à Genève un auditoire complaisant, disposé à le suivre dans ses réclamations inadmis-

sibles, il se trompe; il se trompe tout autant, s'il espère faire approuver par la Société des Nations les menées des turbulentes minorités germaniques de Haute Silésie, dont M. Zaleski dénonçait avec tant de force à Lugano la malfaisante activité et les coupables desseins.

Feuille d'Avis de Lausanne (8 Fév. 1929).

M. Stresemann va parler des minorités. M. Stresemann, représentant du Reich au Conseil de la Société des nations, compte porter devant celui-ci, dans sa prochaine session, qui s'ouvrira le 4 mars à Genève, la grosse question de la protection de minorités ethniques par le Conseil de la Société des nations. Cette question figure à l'ordre du jour du Conseil, qui vient d'être publié.

On sait que le Conseil a été chargé par les traités de minorités d'assumer la protection de ces nationalités, qui sont incorporées dans les Etats successeurs. Or, l'opinion publique allemande et M. Steresmann avec elle estiment que le Conseil n'a pas bien rempli sa tâche et que les minorités allemandes, notamment, n'ont pas trouvé en lui un protecteur suffisamment efficace.

De là, le coup de poing que le ministre allemand des Affaires étrangères donna sur la table du Conseil, à la fin de la session de Lugano et qui retentit, il faut le reconnaître, dans toute l'Europe, car celle-ci ne peut pas oublier que les questions de minorités furent une de celles qui amenèrent la guere mondiale. M. Steresmann se propose-t-il de renouveler en mars le petit scénario qu'il donna, en décembre dernier, à Lugano? On se le demande non sans curiosité et c'est incontestablement à la perspective que l'on aurait de voir répéter par le représentant du Reich le geste de Lugano et de l'entendre de nouveanu prononcer des paroles irritées, que la prochaine session du Conseil emprunte déjà un attrait certain de grande sensation internationale.

Il est visible qu'en dehors des governements, les diverses associations qui s'occupent de minorités se préoccupent vivement, elles aussi, de la prochaine session du Conseil. Quelques-unes de ces associations ne s'inspirent que d'idées philantropiques. Mais d'autres ne paraissent pas avoir un but aussi désintéressé. Elles entretiennent peut-être même certaines idées de revanche.

Elles ne craindraient en tout cas pas, de brouiller à chaque occasion, les cartes.

Toutes tendent ainsi, pour des motifs différents, à exercer une action sur la marche des discussions qui vont avoir lieu au Conseil de la Société des nations.

Mais celui-ci ne sera pas pris de court, cette fois-ci. Il sera, du reste, présidé par un homme d'une grande finesse et d'une grande autorité dans les questions politico-juridiques. Il appartient, en effet, au représentant de l'Italie, M. Scialoja, dont la bonhomie et l'adroite dialectique sont bien connues au Conseil de la Société des nations, de présidér celui-ci pendant le prochain trimestre. M. Scialoja a également un grand sens des réalités et des possibilités politiques.

Il y puisera, ertainement, la fermeté nécessaire pour empêcher le Conseil de s'égarer dans des discussions inutiles ou dangereuses.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que le représentant du Reich lui-même puisse se faire de grandes illusions sur la manière dont le Conseil estimera devoir, à l'avenir, protéger les minorités. M. Stresemann sait, comme tout le monde, qu'il a fait déja beaucoup pour celles-ci. Et s'il ne le sait pas, il est clair que les dives membres du Conseil, qui sont plus particulièrement intéressés aux questions de minorité, ne manqueront pas de lui rappeler que la procédure adoptée par celui-ci pour traiter les questions de minorités a déjà porté beaucoup de fruits et que le Conseil, dans l'accomplissement de sa tâche, a même été au delà de ce que prévoyaient les traités, qui furent imposés aux Etats successeurs.

Ces traités ne parlaient, en effet, ni du droit de pétition, ni de l'examen préalable des pétitions par de petits comités spéciaux de trois membres du Conseil.

Les minorités l'oublient évidemment ou, plutôt, les minorités allemandes. Car ce sont d'elles avant tout, qu'il s'agit dans ce débat.

On ne voit donc pas très bien quelle amélioration on pourrait apporter encore dans le système qui est actuellement en vigueur.

Par conséquent, si M. Steresmann est animé d'un véritable esprit de paix et qu'il ne cherche, de bonne foi, qu'à empêcher que des agitateurs ne trouvent des prétextes pour contrecarer la

politique de conciliation inaugurée à Locarno, il s'inclinera devant les faits et renoncera à demander des améliorations de procédure, qui pourraient fort bien n'être nullement des améliorations et aggraver, au contraire, la tâche du Conseil jusqu'à la rendre quasiment impossible

On voit qu'à tous gards, la prochaine session du Conseil mérite de retenir l'attention générale. La question des minorités est une de celle qu'on ne saurait suivre avec trop d'attention, car rien ne prouve qu'elle ne viendra das de nouveau un jour ou l'autre, envenimer gravement les relations entre les nations européennes.

Il appartient bien, en effet, au Conseil de la Société des nations — à tous ses membres — d'empêcher qu'il n'en soit ainsi.

Messager Polonais. *Varsovie.* (8 Fév. 1929.)

Revue de la presse. Les minorités et M. Stresemann. L'„Epoka" commente un article paru dans le „Temps" et intitulé: „l'Allemagne et les minorités". L'„Epoka" cite des passages du „Temps" où l'organe français souligne qu'il convient à l'Allemagne moins qu'à tout autre pays, de s'ériger en porte-paroles et protectrice des minorités: c'est un rôle assez nouveau pour la puissance qui, avant 1914, se montra impitoyable dans sa politique de dénationalisation pour toutes les minorités groupées sur son territoire qui usa, notamment à l'égard des Polonais et des Danois du Sleswig, de procédés de germanisation relevant de la pire violence à l'égard des nationalités opprimées.

L'„Epoka" écrit:

„La justesse de ces observations impartiales d'un organe représentant les courants les plus autorisés de l'opinion française ne peut faire aucun doute. La presse polonaise a déjà maintes fois attiré l'attention sur le paradoxe de l'Allemagne se posant en défenseur des droits des minorités nationales. Nous, Polonais, nous ne doutons pas que cette attitude artificielle ne soit point destinée à servir les droits des minorités, mais à les exploiter aux fins impérialistes du nationalisme allemand. C'est pourquoi le „Temps" écrit à juste titre que les minorités, dont Berlin voudrait entretenir la ferveur pangermanique et le zèle pour intérêts moraux et matériels du „Deutschtum", constituent, à ses yeux, de remarquables élément de la propagande alle-

mande dans le monde. C'est à elles qu'on demande de tenir ouvertes les plaies de la guerre au flanc d'Europe qui aspire pourtant à l'organisation de la paix. Ce sont elles encore qui, par l'intermédiaire des „Volksbunde" et des „Heimatsbunde" entretiennent cette agitation aussi factice que criminelle par laquelle l'Allemagne continue à empoisonner l'atmospère politique de ses rancunes et de ses rancoeurs tout en proclamant, à toute occasion, la sincérité de sa volonté de paix. Le „Temps" met ici les points sur les „i". L'Allemagne ne s'intéresse pas aux affaires des minoritée en ce sens que ces problèmes intéressent la S. d. N. Elle ne tient pas à les récoudre afin d'augmenter au monde les conditions de la collaboration pacifique des États et des nations. Elle ne tient pas non plus au bien être des minorités toujours et en tout lieu. M. Stresemann a donné clairement à comprendre qu'il ne veut pas généraliser l'affaire qu'il ne veut pas s'occuper des pays où existent des traités spéciaux concernant les minorités. Le bien des minorités importe peu à M. Stresemann".

A ce même propos, la „Gazeta Warszawska" souligne que le mouvement autonomiste en Alsace et partout ailleurs est subventionné par l'Allemagne et écrit:

„Tout cela prouve que l'affaire des „minorités" est actuellement considérée par l'Allemagne comme l'instrument le plus propre à renverser les stipulations territoriales du traité de Versailles. C'est un tonneau de poudre menaçant l'état territorial actuel de l'Europe, c'est-à-dire menaçant son dévéloppement pacifique dans le plus proche avenir. En mars, à Genève, nous verrons autour de ce tonneau des promenades avec des mèches. Il est bon que M. Poincaré ait mis en garde l'opinion européenne sous ce rapport".

Enfin, le „Czas" (de Cracovie) estime que:

„La Pologne doit s'opposer, à tous les projets de „garanties" qui puissent limiter encore davantage sa souveraineté, mais elle ne peut protester contre la tendance à corriger la procédure et à généraliser la protection des minorités. Il est à désirer que notre gouvernement ne se borne pas à s'opposer aux exigences de l'Allemagne, mais qu'il présente lui-même des propositions concrètes. La Pologne a, de tous les pays, la plus grande expérience quant aux affaires des minorités et cette question nous touche de très près. Nous remporterions un très

grand succès si nos projets (au cas où notre gouvernement les présente) étaient appuyés par d'autres États, se trouvant dans une position analogue à la nôtre. Et ce succès serait encore plus grand si nous trouvions un appui chez certaines grandes puissances.

La politique de négation est toujours mauvaise et la politique positive est toujours bonne. Au „coup" de M. Stresemann la meilleure réponse consisterait à présenter notre propre projet positif relativement aux buts de la commission que le Conseil de la S. d. N. voudra certainement désigner par rapport à cette question".

Independance Belge Bruxelles. (8. Fév. 1929)

La LIV^e Session du Conseil de la S. D. N. L'ordre du jour des travaux. Le secrétaire général de la Société des Nations vient d'adresser aux gouvernements des Etats membres du Conseil l'ordre du jour provisoire de la cinquante quatrième session du Conseil de la Société des Nations, qui s'ouvrira, à Genève, le 4 mars prochain. Vingt-cinq questions, concernant tous les champs d'activité de la Société des Nations, figurent à cet ordre du jour provisoire.

La question des minorités y est inscrite conformément à la demande du représentant du Canada, M. Dandurand, et du représentant de l'Allemagne, Dr Stresemann.

Le Conseil a fait également inscrire à cet ordre du jour la réponse du gouvernement hongrois visant le tribunal arbitral magyaro-yougoslave et l'affaire dite des optants hongrois.

Le Conseil aura à décider de la composition du Comité fiscal, qui aura pour tâche de stimuler la lutte contre la double imposition et l'évasion fiscale, et de la commission d'enquête que le Conseil a décidé de constituer en vue d'étudier le problème du contrôle de l'opium assumé en Extrême-Orient.

Il Secolo Milano. (9. Fév. 1929.)

La prossima sessione del Consiglio della Società delle Nazioni. La 54.a sessione del Consiglio della Società delle Nazioni si aprirà il 4 del prossimo marzo sotto la presidenza del sen. Scialoja, rappresentante dell'Italia. All'ordine del giorno sono iscritte 25 questioni, tra cui quella delle minoranze. Figura pure all'o. d g la questione degli optanti ungheresi, circa la quale sono in corso negoziati diretti tra i due governi inte ressati.

Il Consiglio dovrà pure decidere sulla composizione di due comitati. Uno permanente e l'altro provvisorio. Il Consiglio prenderà inoltre cognizione dei rapporti delle commissioni e degli altri organismi della S. D. N. sui lavori compiuti dopo l'ultima sessione: Commissione dei mandati, Comitato economico, Comitato finanziario, Commissione dell'oppio, ecc. Si procederà inoltre ad un certo numero di nomine tra cui quella del successore Dubois nel comitato finanziario.

Frankfurter Zeitung *Abendblatt. (9. Februar.)*

Es ist in den letzten Tagen in der europäischen Öffentlichkeit wieder einmal viel von der Minderheitenfrage geredet worden. Herr Poincaré hat aus Anlass der Elsassdebatte die Frage wenigstens gestreift, die französischen Blätter haben sich damit beschäftigt, die meisten von ihnen in einer sehr üblen Laune, und neuerdings hat nun auch Polen, wie man aus englischen, französischen und polnischen Blättern entnehmen kann, die Absicht zu erkennen gegeben, dass es in Genf in Gemeinschaft mit seinen Freunden aus der kleinen Entente in der Minderheitenfrage etwas unternehmen wolle. Den Grund dieser unnötigen und unbegründeten Aufregung bildet der vom deutschen Aussenminister Stresemann beim Sekretariat des Völkerbundes eingereichte Antrag, auf die Tagesordnung der nächsten Tagung des Völkerbundsrates zu setzen nicht etwa die Minderheitenfrage in ihrer Totalität, sondern die „Garantie des Völkerbundes für die Bestimmungen über den Minderheitenschutz". Das ist sehr viel konkreter, als wenn die Frage der Minderheiten als solche zur Erörterung gestanden hätte, und es ist nun auffallend und verrät eine erhebliche Nervosität gegenüber dem Minderheitenproblem überhaupt, wenn schon die Erörterung bestimmter Modalitäten, in denen der Völkerbund seine völkerrechtlich festgelegten Garantien für den Schutz der nationalen Minderheiten bisher ausgeübt hat und in Zukunft ausüben wird, eine förmliche Gegenaktion in einem Teil der europäischen Presse, und wie es nun scheint, sogar bei den wichtigsten der vertraglich verpflichteten Regierungen hervorruft. Denn es ist eine förmliche Gegenaktion, die in Paris publizistisch eingeleitet, jetzt aus der Umgegend des polnischen Aussenministeriums, vorläufig noch unbestimmt und vorsichtig tastend, angekündigt wird, wenn es heisst, Herr Zaleski werde zusammen mit seinen Kollegen in den Staaten

der kleinen Entente aus diesem Anlass die alte Forderung aufstellen, dass die besonderen Schutzverträge für die nationalen Minderheiten nur gelten sollen, wenn alle Mächte, auch diejenigen, die durch solche Verträge bisher nicht gebunden sind, sich den gleichen Bestimmungen unterwerfen.

Ob der polnische Antrag, der offenbar bisher noch nicht eingebracht ist, für den man aber das Terrain abtastet, wirklich auf die Tagesordnung gesetzt werden wird, scheint bisher keineswegs festzustehen. Dass aber die beteiligten Staaten aus Anlass der Beratung des deutschen Antrages versuchen werden, die Erörterung nach dieser Seite hin abzubiegen und auf solche Art zu sabotieren, ist sehr wahrscheinlich. Fraglich könnte dabei nur erscheinen, ob auch die neue rumänische Regierung, die ganz offen eine Wendung ihrer Minderheitenpolitik im Sinne der Minderheiten angekündigt hat, sich an einem solchen Sabotageversuch beteiligen werde. Denn es wäre ein Schritt, der sich zwar unmittelbar gegen die deutsche Politik, im Grunde aber doch gegen die Minderheiten als solche und ihr Organ, den Kongress der nationalen Minderheiten richten würde. Dieser Kongress, an dessen Spitze nicht etwa ein Deutscher, sondern ein Slawe, der sehr angesehene und hochachtbare Führer der slowenischen Minderheit in Neu-Italien Dr. Wilfan steht, ist von Anfang an von einer gewissen Staatengruppen mit Misstrauen und unverkennbarer Abneigung behandelt worden. Schon ehe er das erste Mal zusammentrat, erschienen in einer Gazette der welschen Schweiz, von der man weiss, dass sie Beziehungen zu polnischen Kreisen hat, Äusserungen, die den Kongress als ein Instrument der „pangermanischen", imperialistischen Machtpolitik Deutschlands in seiner Bedeutung herabzusetzen suchten. Diese Melodie ist auch bei dem Zusammentritt der folgenden Kongresse von denselben Musikanten wieder angestimmt worden, und sie hat sich sogar vor zwei Jahren im Kongress selbst hören lassen, als die nationalen Minderheiten in Deutschland ihren Austritt aus ihm begründeten. Der Präsident des Kongresses, eben Dr. Wilfan und nach ihm die einzelnen nationalen Gruppen haben damals feierlich und mit aller Entschiedenheit diesen Angriff zurückgewiesen und mit den nationalen Minderheiten Deutschlands hat inzwischen auch eine Verständigung stattgefunden, die darauf schliessen lässt, dass man dort den Kongress jetzt anders ansieht. Da klingt es nun überholt, aber darum nicht minder

gehässig, wenn der Pariser „Temps", ein als offiziös angesehenes Organ der französischen Öffentlichkeit, aufs neue den Vorwurf erhebt, Deutschland, das infolge seines früheren Verhaltens zu seinen Minderheiten überhaupt nicht die Berechtigung habe, die Minderheitenfrage aufzuwerfen, wolle aus der Minderheitenaktion „die grössten Vorteile für die Entwicklung seiner Politik in Europa ziehen".

Es ist wirklich betrübend, dass Menschen, die sonst recht gescheit sein können, manchmal die einfachsten und nächstliegenden Dinge nicht sehen oder nicht sehen wollen, wenn ihnen politische Leidenschaften den Blick trüben. Wie liegt denn die Sache? Der Völkerbund hat die Garantie übernommen, dafür zu sorgen, dass die zugunsten nationaler Minderheiten mit diesem oder jenem der neu geschaffenen oder sehr vergrösserten Staaten geschlossenen Schutzverträge auch loyal durchgeführt werden. Das was er bisher in Ausübung seiner Funktion als Protektor der Minderheiten getan hat, war unzulänglich oder geradezu verkehrt, so unzulänglich, dass der letzte Kongress der Minderheiten erklärt hat: „Für die Lösung des Minderheitenproblems ist bisher durch den Völkerbund dank den angewandten Methoden nichts Ernsthaftes getan worden". Der Kongress hat ferner erklärt, „dass das Vertrauen der nationalen Minderheiten zum Völkerbunde als dem Garanten der Minderheitenrechte schwer erschüttert ist". Diese Erklärung ist einstimmig von allen Vertretern der Minderheiten im Kongress angenommen worden, nicht etwa nur von den deutschen Minderheiten. Der Völkerbund und der Völkerbundsrat haben darauf nicht reagiert, nur Herr Briand glaubte den Minderheiten ein „Silence!" zurufen zu müssen, wenn sie darauf ausgingen, die Regierungen der Staaten zu erschüttern. Ist es nun da etwas Unerhörtes, wenn Deutschland beantragt zu untersuchen, inwiefern die Garantie des Völkerbundes für den Schutz der Minderheiten durch eine Änderung seiner Methoden wirksam gemacht werden könne? Heisst es nicht, die Pflichten des Völkerbundes und die Bedeutung des Minderheitenproblems durchaus verkennen, wenn man ihnen nichts zu antworten weiss als ein „Silence"? Was nützen alle phrasenhaften Versicherungen des Wohlwollens, wenn die Taten vollkommen versagen?

Es wäre für Deutschland wahrhaftig bequemer gewesen und Herr Stresemann hat sich, wie sein bisheriges Verhalten

im Völkerbundrat gezeigt hat, nicht dazu gedrängt, als Anwalt der Minderheiten in die vorderste Reihe zu treten. Seine politischen Interessen, die schweren und verwickelten Fragen, die es sonst innerhalb und ausserhalb des Völkerbundes zu erledigen hat und die sich viel unmittelbarer noch als die Minderheitenfrage an seine Staatsmänner herandrängen, hätten aber für eine gewisse Zurückhaltung gesprochen. Diese hat es geübt und sie ist innerhalb der Minderheiten manchmal missverstanden worden. Aber da, abgesehen von dem Vertreter Kanadas, Herrn Dandurand, kein einziger Vertreter im Völkerbund oder im Rat die Verpflichtung fühlte, für die Sache der Minderheiten sich einzusetzen, im Gegenteil immer wieder Argumente unwidersprochen vorgebracht werden durften, die die Minderheitenfrage als eine unbequeme Belästigung und jedenfalls als eine politische Episode behandelten, da insbesondere auch der Vertreter Polens in der Minderheitenfrage immer anmassender und herausfordernder auftrat, hat Herr Stresemann geglaubt, die Angelegenheit einmal als Hauptgegenstand behandeln zu sollen. Vielleicht wird die Erörterung nicht so leidenschaftlich werden, als es jetzt scheinen könnte. Denn den guten Willen für die Minderheiten versichern ja alle zu haben. Aber das genügt nicht. Es ist schon so, wie die Minderheit nkongresse mehrfach ausgesprochen haben. Die Minderheitenfrage ist eine Frage des europäischen Friedens. Si wird nicht eher gelöst sein, als bis sie, wie einst die Frage der religiösen Toleranz, im Sinne der vollen nationalen Gewissensfreiheit beantwortet sein wird, die die politischen Aufgaben der Staaten nicht zu berühren hat.

Hannoverscher Kurier. (9. Februar 1929.)

Minderheitenschutzmanöver Polens. Schritt in London zur Sabotage des deutschen Antrags. Genf schweigt. — London, 7. Februar. Der polnische Geschäftsträger in London stattete am Mittwoch dem Auswärtigen Amt einen Besuch ab und überreichte eine amtliche Erklärung zur Frage der Behandlung der Minderheiten im Zusammenhang mit der Absicht des deutschen Aussenministers, die Minderheitenfrage auf der nächsten Tagung des Völkerbundsrates anzuschneiden. Wie verlautet, hat Polen ähnliche Schritte in den übrigen Hauptstädten übernommen. Über den Inhalt des Schriftstückes verlautet, dass die polnische Regierung die Zeit für gekommen ansieht, wo Polen selbst die

Frage der Minderheiten vor dem Völkerbundsrat anschneiden werde. Die polnische Regierung weist in ihrem Schritt weiter darauf hin, die deutsche Regierung, die nicht den Minderheitsverträgen zugestimmt habe, wie sie mit anderen Ländern bestände, müsse erst der Ausdehnung des Minderheitenprinzips auf seine eigenen Gebiete zustimmen, ehe sie ein Recht auf solche Schritte habe. Polen weist hierbei auf die in Deutschland lebende eine Million Polen hin, die keineswegs die Privilegien besässen, die deutschen Staatsangehörigen in Polen zugestanden worden seien.

*

Nach einer Drahtmeldung unseres Genfer Vertreters hat man dort mit einem gewissen Erstaunen die Meldung von dem Besuch des polnischen Geschäftsträgers in London im Aussenamt gelesen. Die polnische Auffassung ist juristisch natürlich gar nicht haltbar; denn nach den von der Bundesversammlung und dem Rat aufgestellten Grundsätzen für die Behandlung von Minderheitenfragen hat jedes Ratsmitglied das Recht, eine Verletzung der Minderheiten-Verträge vor dem Rat zur Sprache zu bringen. Ferner scheint aus der Londoner Meldung hervorzugehen, dass Polen seinerseits ein grossangelegtes Manöver vor hat und einen Plan für die Abänderung des Minderheitenschutzes, gestützt auf seine französischen Verbündeten, ausgearbeitet hat. Auf Anfrage in diesen Beziehungen bei den Genfer Stellen stösst man auf ein geradezu verdächtiges Schweigen. Falls Polen, was anzunehmen ist, solche Vorschläge unterbreiten wird, so werden sie sich in der Richtung bewegen, dass der Minderheitenschutz ausgedehnt werden soll, wenn alle Staaten mit Minderheiten innerhalb ihrer Grenzen in ein solches Schutzverfahren einwilligen. Mit diesem Vorschlag soll ein deutscher Antrag entwertet werden. Man spekuliert dabei, dass eine negative Antwort Italiens erfolgt, mit der dann der gesamte Vorstoss Polens und damit auch der deutsche zu Fall gebracht werden soll. Die Polen scheinen auf diese Weise den Versuch zu unternehmen, bei dieser Gelegenheit von dem Minderheitenschutzvertrag loszukommen.

Saarbrücker Zeitung. Saarbrücken. (10. Febr. 1929.)

Die künftige Minderheitenpolitik. Wer an Verbesserungen der gegenwärtigen Minderheitenpolitik des Völkerbundes denkt, braucht nicht lange nach Vorschlägen zu suchen. In den Ent-

schliessungen des Minderheitenkongresses, der Union der Völkerbundsligen, in dem finnischen, holländischen, schweizerischen, litauischen Anregungen vor der Bundesversammlung liegen sie seit Jahren offen. Alle diese Vorschläge, so verschieden sie sind, weisen eine gemeinsame Kernforderung auf: Einsetzung einer ständigen Minderheitenkommission beim Völkerbund.

Die Aufgaben, mit denen diese Kommission beauftragt werden soll, sind mannigfaltig. Sie soll zuerst einmal das Problem selbst klar herausarbeiten und soll dann im Laufe der Zeit zu einer Instanz werden, die aus der Summe ihrer Erfahrungen ein allgemein gültiges Minderheitenrecht in allen Einzelheiten schafft und festlegt.

Vor allem wird es ihre Aufgabe sein, die Kernfrage zu beantworten, über die die bestehenden Minderheitenverträge schweigen: Was ist eine Minderheit und wer gehört zu ihr? (Die deutschen Minderheitengesetze lösen diese Frage, indem sie vorschreiben, dass jeder zur Minderheit gehört, der sich zu ihr bekennt.) Die Kommission müsste ferner die Rechte und Pflichten der Minderheiten als Staatsbürger, im öffentlichen und im privaten Leben, vor den Gerichten, im Handel und Verkehr, im Unterricht und Erziehung, in ihren Vertretungen vor den Regierungen, im Gebrauch der Sprache und in der Ausübung ihrer Religionen — kurz: in all den tausend Einzelheiten des täglichen, sozialen und staatlichen Lebens präzisieren, wie dies in der polnisch-deutschen Konvention für Oberschlesien zum Teil schon geschieht, wie es aber in den Minderheitenverträgen unterlassen ist.

Die Kommission hätte weiter alle Regeln für ein künftiges Petitionsverfahren aufzustellen, dessen ideelle Form ein direktes und individuelles Petitionsrecht jedes Angehörigen einer Minderheit an den Völkerbundsrat wäre. Mit der Neufassung des Petitionsrechtes wäre untrennbar verbunden, dass die bis jetzt dem Völkerbundssekretariat obliegende Kompetenz, über die Zulassung oder Nichtzulassung von Minderheitenpetitionen zu entscheiden, auf die Kommission selbst übertragen würde. Eine derartige Aufgabenverteilung entspräche durchaus auch der übrigen Organisation des Völkerbundes, der für jedes einzelne Gebiet seiner Tätigkeit, sei es Abrüstung, Mandate, Opium, Hygiene, Finanzen usw., eine Spezialkommission hat, die als Vorinstanz des Völkerbundsrates betrachtet und die ihrerseits wider

in rein verwaltungs- und bürotechnischen Angelegenheiten durch bestimmte Abteilungen des Völkerbundssekretariats unterstützt wird.

Die Kommission müsste, wie dies auch in anderen Fällen der vertraglichen Souveränitätsbeschränkung einzelner Staaten (z. B. bei der Investigation) geschieht, ein gewisses Kontrollrecht besitzen, um über die Durchführung der Ratsbeschlüsse hinsichtlich der Minderheitenrechte in den betreffenden Staaten zu wachen, sei es durch Errichtung besonderer Minderheitenämter, sei es durch Schaffung gemischter Kommissionen, wie sie die polnisch-deutsche Konvention für Oberschlesien eingeführt hat.

Unter den Völkerbundsstaaten gibt es eine Anzahl, die eine Lösung des Minderheitenproblems in ähnlicher Richtung schon wiederholt angeregt haben. Auch die deutsche Regierung wird sich in ihren von Dr. Stresemann in Lugano angekündigten Vorschlägen wahrscheinlich von gleichen Erwägungen leiten lassen. Eines der Argumente, mit denen Deutschland seinen Eintritt in den Völkerbund begründete, war die Sorge um die Minderheiten und die Berufung darauf, dass innerhalb des Völkerbundes für die Millionen deutscher Minderheiten und für die Lösung dieses schweren europäischen Problems mehr geschehen könne als von aussen her. Deutschland hat sich damit selbst eine grosse moralische Aufgabe gestellt und eine schwere Pflicht übernommen. Es wird mit seinen Vorschlägen im Völkerbund eine gewisse Gefolgschaft finden; es wird aber auch, darüber muss man sich klar sein, auf harte Gegnerschaft stossen.

Eine ehrliche, verantwortungsbewusste Lösung der Minderheitenfrage kann die europäische Politik wesentlich beeinflussen. Die Minderheitenfrage und die Frage des Petitionsverfahrens aufrollen heisst die Frage stellen, ob die Minderheiten unter der Obhut des Völkerbundes zu einer späteren Kulturautonomie hingeleitet werden oder auf den Weg der Irridenta abgetrieben werden sollen. Es heisst auch die Frage stellen, ob Europa seinen vielen Völkern im Rahmen der augenblicklichen Staatsgrenzen ein freies menschenwürdiges Leben als Rassen- und Schprachgruppen zuzusichern gewillt ist, oder ob nach dem alten Rezept der Machtstaaten die Vernichtung und Unterdrückung der Schwachen weiterbetrieben werden soll. Will Europa sich für nationale Toleranz oder für Intoleranz und Hass zwischen den Völkern entscheiden?

Deutsche Allgemeine Zeitung. Berlin. (10. Febr. 1929.)

Polnische Schritte in der Minderheitenfrage. Am gleichen Tage wie in verschiedenen Hauptstädten sind auch vom hiesigen polnischen Vertreter im Völkerbundssekretariat Mitteilungen über die Minderheitenfrage gemacht worden, denen, wie man erklärt, jedoch rein persönlicher und kein amtlicher Charakter beizumessen wäre. Dazu ist zu bemerken, dass bis jetzt die vorläufige Tagesordnung des Völkerbundsrats in der Tat, wie bisher nur zwei Punkte zur Minderheitenfrage enthält, nämlich den kanadischen Antrag und den deutschen Antrag.

Tagung der polnischen Minderheiten. Wie aus Cieszyn gemeldet wird, findet dort eine Tagung der polnischen Minderheiten statt, an der Delegierte aus Deutschland, der Tschechoslowakei, Lettland, Litauen und Rumänien teilnehmen. Diese Zusammenkunft steht offenbar mit der Märztagung des Völkerbundes im kausalen Zusammenhang, da u. a. auch über die Beziehungen zum Genfer Minderheitenkongress verhandelt werden soll.

Wissenschaftliche Erforschung des Minderheitenproblems. Der Präsident des Europäischen Nationalitätenkongresses, Dr. Wilfan, veranstaltete in Wien einen Presseempfang. Wilfan legte den Pressevertretern dar, dass der Augenblick gekommen sei, die Probleme des Zusammenlebens der Völker zu regeln. Vor allem müsse der Völkerbund eine ständige Kommission für Minderheitenfragen schaffen, die das Minderheitenproblem in seinem ganzen Umfang und in seiner ganzen Tragweite wissenschaftlich erforschen müsste an Stelle der bisherigen diplomatischen Behandlungsweise dieser Frage.

Surányi, Várady und die „Prager Presse."

In der „Prager Presse" (10. Februar 1929) lesen wir:

Ungarische Minoritätenpolitik. Die politische Orientierung in der Tschechoslovakei. Im Lager der magyarischen Minderheit in der Tschechoslovakei hat unzweifelhaft in der letzten Zeit die Frage des politischen Vorgehens an Aktualität gewonnen. Die Tatsache, dass die aktivistische Politik der deutschen Minderheit sich als echt und dauernd erwies und dass sie dieser Minderheit trotz aller gegenteiligen Behauptungen unleugbare Vorteile gebracht hat, ist nicht ohne Einfluss auf die Magyaren geblieben. Auf der einen Seite gewinnen die Stimmen an Umfang und Nachdruck, die unter Hinweis auf das deutsche Beispiel nach Preisgabe des bisherigen unfruchtbaren Negativismus seitens der

magyarischen bürgerlichen Parteien rufen — hierher gehören namentlich die Kundgebungen der um die Zeitung „A Nap" gescharten Persönlichkeiten — auf der anderen Seite wird eher angstvoll als selbstbewusst das Haranguieren der Gruppe Szüllő vernehmbar, die gar nicht leugnet, dass ihr wenig an den Alltagsinteressen und Bedürfnissen der magyarischen Bevölkerung in der Slovakei gelegen ist und dass sie nach dem von Budapest diktierten Takt die Trommel des grossmagyarischen Nationalismus schlägt.

Bemerkenswert ist, dass auch Magyaren auftauchen, die an die Frage, welche Politik die magyarische Minderheit in der Tschechoslovakei treiben sollte, mit geradezu wissenschaftlichem Ernst herantreten und die Antwort auf diese Frage in eingehendem Studium der politischen Ursachen suchen, die zu Trianon geführt haben und zu der Situation, in der sich infolge von Trianon das ganze Magyarentum einerseits und die magyarische Minderheit in der Tschechoslovakei anderseits befinden. Hier schwebt uns die umfangreiche un dokumentierte Arbeit der magyarischen Redakteure G. Surányi und Dr. A. Várady vor, die in Bratislava in magyarischer Sprache, sowie in slovakischer Uebersetzung herausgegeben wurde. Auf reiche magyarische Quellen, namentlich auf Deák, Kossuth, Jászi, Kemény und Kristóffy, sowie eine gewaltige Reihe anderer magyarischer Politiker und politischer Schriftsteller gestützt, enthüllen die Autoren mit rücksichtsloser Aufrichtigkeit die Magyarisierungspolitik, die ohne die Ratschläge der besten magyarischen Leute und die Interessen und Erfordernisse der Nationalität zu beachten, den ungarischen Staat der unvermeidlichen Katastrophe entgegengeführt hat.

Der Schwerpunkt des interessanten Buches liegt allerdings in den Partien, die sich mit der Situation des Magyarentums nach dem Kriege befassen. Sie sind mit der gleichen rücksichtslosen Aufrichtigkeit geschrieben wie die historischen Partien. Vor allem: die beiden magyarischen Autoren analysieren die Stellung Nachkriegungarns in wirtschaftlich-sozialer, kultureller und politischer Hinsicht und belegen dokumentarisch, dass auch dieses Ungarn seinen Platz unter der Sonne habe, lebens- und entwicklungsfähig sei, dass es aber die neuen Verhältnisse begreifen, nicht Phantasmagorien nachjagen und eine Realpolitik treiben müsse. Die magyarischen Autoren vernichten die Legende von den geographischen und wirtschaftlichen Einheit Gross

ungarns, das unausweichlich schon seit dem Jahre 1867 dem Verfall entgegenging und fordern von ihren Brüdern ebenfalls die romantischen politischen Träumereien aufzugeben und sich dessen bewusst zu werden, dass die Kleinheit eines Volkes an sich weder ein Fehler noch ein Unglück ist. Das zehn Millionen starke neue Ungarn vermag für die Kultur Europas mehr zu bedeuten als es das Zwanzigmillionen Ungarn der Vorkriegszeit bedeutete. Voraussetzung allerdings ist, dass dieses neue Ungarn zu den demokratischen Idealen Kossuths zurückkehrt, dass es die imperialistische und hegemonistische Politik aufgibt, die imstande wäre, ihm neuerlich verhängnisvoll zu sein, und dass es eine Annäherung an seine zentraleuropäische Nachbarn sucht.

Sehr eingehend studieren die Autoren auch die Stellung der magyarischen Minderheiten und namentlich der Minorität in der Tschechoslovakei. Die Magyaren haben in der Tschechoslovakei volle Möglichkeiten sich politisch, kulturell und wirtschaftlich auszuleben und die Autoren dokumentieren dies eingehend durch Zahlen — und wenn sich hie und da Mängel erweisen, wenn die Berechtigung mancher der Beschwerden zugegeben wird, dann sei dies eine Folge der unverständlichen chauvinistischen Querulantenpolitik der magyarischen Minderheit. Die Autoren werfen der Minderheit ihres Volkes vor, dass sie bisher keine positive Politik betrieben, dass sie sich in dem Bejammern vergangenen Ruhmes erschöpft haben und vielfach in den Wässern des Budapester Revisionismus untergegangen sei. Indem sie sich sodann direkt der Frage zuwenden, welche Politik die magyarische Minderheit angesichts der revisionistischen Bestrebungen treiben solle, verwerfen sie vor allem den Revisionismus einerseits aus dem Grunde, weil unter den gegebenen Verhältnissen die unter tschechoslovakischem Regime lebenden Magyaren im Hinblick auf das bisherige soziale Regime, die nationale und religiöse Intoleranz und die politische Unfreiheit in Ungarn geschädigt wären, anderseits deshalb, weil durch Angliederung des Hauptkernes der magyarischen Minderheit in der Slovakei an Ungarn die zerstreute magyarische Minderheit vom magyarischen Leben völlig abgeschnitten wäre.

Was aber ist vom Gesichtspunkte der allgemeinen magyarischen Interessen wichtiger, fragen die Autoren, dass das magyarische Mutterland um einige tausend Quadratkilometer grösser wird, dass es um einige Tausend magyarischer Seelen mehr

zählt oder dass einige Millionen ausserhalb der Grenzen des magyarischen Staates lebender Magyaren in der wahrhaften und unverkürzten Ausnutzung ihrer Minderheitsrechte das Aufblühen ihrer Sprache, ihrer Kultur, Ihres Magyarentums schützen und zu neuem Leben führen können? Indem sie diese Anschauung verteidigen und jede Grenzrevision verwerfen, sprechen die Ver fasser die Ansicht aus, dass die magyarischen Minderheiten, die an den Grenzen der Sukzessionsstaaten hausen, eine sehr bedeutsame Funktion als Sicherheitszone gegen jede Kriegsbestrebungen erfüllen können ...

Die Orientierung, die in diesem Buche von G. Surányi und Dr. Várady zum Ausdruck kommt, ist offensichtlich eine nicht bloss theoretische Orientierung. Es ist im Wesen die Orientierung aller der zahlreichen Gruppen der magyarischen Minderheiten in der Tschechoslovakei, die anstatt mit der Gruppe Szentiványis zu zögern oder mit jener der Partei Szüllös Budapest zu dienen, bereits eine magyarische aktive Politik in der Zusammenarbeit mit den ihnen verwandten Parteien der Tschechoslovakei betreiben. Wir haben bereits nach den Wahlen darauf verwiesen, dass diese Gruppe heute schon sehr stark ist. Der die Interessen und Erfordernisse der Bevölkerung nichtrespektierende Chauvinismus der Christlichsozialen und die Unentschlossenheit der Nationalpartei werden nur dazu führen, dass die Stärke dieser Partei immer mehr wachsen wird.

*

In der nächsten Nummer geben wir unsere Bemerkungen.

Cuvântarea d-lui deputat Szabó Béni în Parlament la 8 Febr. 1929.

— In legătură cu desbaterea legii Camerelor de comerţ şi industrie. —

Domnule preşedinte, domnilor deputaţi!

Acum, când pentru prima dată am onoarea să mă prezint la această tribună, ca să-mi dau părerea asupra legii Camerelor de comerţ şi industrie, fiind primul şi singurul deputat, ales dintre micii industriaşi patroni, este de datoria mea să aduc la cunoştinţa onoratei camere următoarele:

La 18 Ianuarie a. c. în şedinţa Grupului parlamentar al

Partidului Maghiar am declarat, că afară de programul Partidului Maghiar, doresc să mă ocup în special cu chestiunile micilor industriaşi şi în legătură cu aceasta cu diferitele funcţii, pe care le ocup în mai multe instituţii şi societăţi de mici industriaşi, a căror membrii se compun în mare parte din industriaşi români, saşi, şvabi şi maghiari. Am fost ales întotdeauna unanim în aceste funcţii, aşa că mă socotesc nu numai reprezentant a alegătorilor maghiari din judeţul Braşov, ci şi al micilor industriaşi din întreaga ţară.

Partidul Maghiar a luat cunoştinţă de declaraţia mea şi mi-a lăsat mână liberă în orice chestie a micilor industriaşi. Mulţumesc partidului meu pentru hotărîrea sa şi mă bucur, că Partidul Maghiar a fost primul, care şi-a dat seama de necesitatea de a asigura din mijlocul lui propriu reprezentanţa pentru multele mii de mici industriaşi.

Declar mai înainte de toate, că munca mea modestă, în special se va îndrepta spre ridicarea întregei mici industrii din starea decăzută de astăzi, ca prin muncă comună şi frăţească s'o ridicăm la nivelul micii industrii atât de desvoltată în străinătate — deoparte — iar de altă parte să creiem clasei industriaşilor, menită la o soartă mai bună, un viitor cu mult mai merituos, decât cel de astăzi.

Domnilor deputaţi!

După aceste declaraţii, trecând la discuţia proiectului de lege, care este la ordinea zilei, găsesc necesar a face cunoscut toate acele chestiuni, cari sunt în strânsă legătură cu acest proiect de lege şi dupăce le vom cerceta, se va vedea dela sine, cum trebue să fie adusă această lege, ca pe urmă să fie pentru întreg poporul acestei ţări o adevărată binecuvântare. Acesta fiind primul proiect de lege, care va fi de o importanţă decizivă cu privire la viitorul micei industrii, vă rog să-mi permiteţi să vă fac cunoscut trecutul şi prezentul micei industrii din România.

Mica industrie de astăzi din România îşi are trecutul cel mai vechi în Ardeal.

Braşovul stă în frunte, unde — dupăcum reese din documentele în proprietatea noastră — deja în anul 1420 s'a înfiinţat prima societate de industrie, adică Breasla Cojocarilor, numită Kürschnerzunft, care există de atunci până în prezent, adică 508 ani fără întrerupere. După aceasta s'a înfiinţat atât în Braşov, cât şi în celelalte oraşe ale Ardealului diferite societăţi in-

dustriale, aşa că mica industrie păşia spre o desvoltare rapidă. Domnitorii şi bărbaţii de stat, de fiecare dată au recunoscut importanţa societăţilor industriale şi în general societatea micilor industriaşi. Cu diferite sprijiniri, legi, regulamente s'au silit să întărească industria şi societăţile. Din aceste societăţi se alegeau conducătorii oraşului. Fiecare societate îşi avea soldaţii săi organizaţi din rândurile lor şi împreună cu aceştia îngrijau de siguranţa oraşului, iar în caz de nevoie ajutau chiar pe domnitor.

Este interesant de amintit, că în 1526, în nenorocita bătălie contra Turcilor dela Mohács, au luat parte şi trupele societăţilor din Braşov sub conducerea lui Iosif Drant în calitate de căpitan de trupă, care a fost meseriaş argintar, şi totdeauna primar al oraşului. Şi astăzi se poate vedea portretul său în sala mare a vechei primării a Braşovului.

Legile bune şi munca cinstită au avut drept rezultat faptul, că Ardealul a putut furniza articole de industrie Munteniei, Moldovei şi Orientului, adică Constantinopol, Varşovia, Kiev şi Sevastopol.

Trebue să observ între altele, că în ţara asta, necrezut de bogată, se poate face în viitor în măsură mare, ceeace a făcut în trecut Ardealul în măsură mică.

Domnilor deputaţi!

Timp de 450 ani a înflorit industria mică în Ardeal, iar după războaiele lui Napoleon şi după revoluţiile europene din 1848, industria mică pretutindeni a luat contact mai larg cu viaţa comercială.

În acest timp începe organizarea Camerelor de comerţ şi industrie, cu a căror activitate vine în contact şi industria mică. Aceste camere însă nici odată n'au sprijinit mica industrie în măsură atât de mare, ca industria şi comerţul mare. Micii industriaşi abia au avut câţiva reprezentanţi în conducere, aşa că timp de 57 ani, până în anul 1925, această instituţie a fost străină de mica industrie.

Imposibilitatea acestei situaţii a fost recunoscută la vreme de cei competenţi, prin legea industriei promulgată în anul 1884, care este şi astăzi în vigoare în Ardeal, au fost alcătuite Corporaţiunile Industriale.

Legea XVII din 1884 a dăruit corporaţiunilor o autonomie desăvârşită, i-a încredinţat dreptul de a încheia contract de serviciu cu ucenicii, de a elibera carnet de lucru etc. Astfel aceste

corporaţiuni au fost declarate autorităţi şi numele lor oficial e Corporaţiunea Industrială, ca autoritate de prima instanţă. Toată lumea recunoaşte, că corporaţiunile industriale şi-au îndeplinit funcţiile lor spre mulţumirea generală. Sub scutul acestei legi, industria mică s'a desvoltat atât de mult, încât a putut concura cu industria străină, ba chiar în unele ramuri a întrecut-o, de exemplu în fabricarea mobilelor. Iată, domnilor, rezultatul unei legi bune.

Am arătat deci că industria mică din ţara noastră în anul 1914, când a isbucnit războiul, a fost în desvoltare ce varia după regiuni, iar în Ardeal a stat pe un nivel cu cel din străinătate.

Această desvoltare a fost numai suspendată de războiu, foarte puţin însă redusă, ceeace înseamnă, că în anul 1918, la terminarea războiului şi la data proclamării României Mari, ţara a avut o industrie mică capabilă de a concura cu cea din străinătate. Această putere de concurenţă s'a arătat în capacitatea intelectuală, în cunoştinţele technice, puterile materiale şi în buna situaţie, care a rezultat din toate aceste valori. Majoritatea micilor industriaşi a dispus de imobile şi capitaluri corespunzătoare. Au existat ateliere moderne, magazine pline cu mărfuri, instalaţii moderne, maşini etc. Împrumuturile au fost aproape necunoscute, iar poliţele şi mai puţin. Ucenicii, crescuţi sub supravegherea şi educaţia noastră, după o activitate de câţiva ani, în calitate de calfă şi-au putut aduna un mic capital pentru a-şi deschide un atelier propriu, iar după o muncă cinstită de 20—30 ani, şi a putut câştiga atât, ca la bătrâneţe să aibă din ce trăi.

Domnilor miniştrii, domnilor deputaţi!

Astăzi, după un timp de 10 ani, când industria mică din celelalte state se desvoltă în măsură mare, unde a rămas cea din ţară? În ce mizerie au ajuns în acest timp cinstiţii noştrii industriaşi? Unde au rămas banii puşi la o parte, casele cumpărate din muncă cinstită, ucenicii veşnic veseli, calfele, cari lucrau cântând? Întreb, unde sunt aceşti oameni mulţumiţi? Cu banii s'a terminat, casele sunt ipotecate cu datorii mari, atelierele sunt liniştite, iar maşinile s'au ruginit încetul cu încetul. Greutăţile vieţii se oglindesc deja pe obrazul micului ucenic; vesela calfă de altădată, azi munceşte cu frica în sân, că poate mâine nu va mai avea lucru, iar industriaşul bătrân de 60—70 ani, care a trăit zile mai frumoase şi mai liniştite, azi e silit să stea cu sculele în mână, luptând pentru bucata de pâine şi visând de timpuri, când şi el fusese mic proprietar de casă.

De ce este aceasta, domnilor? Care e cauza acestei nenorociri?

Nu vreau să învinovățesc pe nimeni, căci cu aceasta n'aș face nici un serviciu cauzei. Rog însă pe foarte mulți dintre d-voastră: să ne unim cu iubire frățească, să ne unim puterile și voința noastră, să ne unească pericolul, care amenință țara; să-și ia fiecare dintre noi partea lui, din munca cinstită și comună, pentruca astfel să salvăm ce ne-a mai rămas. Cel care nu vrea să muncească, care nu vrea să păşească pe calea cinstei, trebue să fie exclus dintre noi, căci numai prin înlăturarea elementelor discordante vom putea obține rezultatul, așteptat de atâtea milioane de nenorociți. Dacă fiecare dintre noi își va îndeplini datoria, oricât de mare ar fi mizeria, în care trăim, totuș țara noastră și astăzi mai este destul de bogată, ca cetățenii ei, prin voința de a trăi, s'o poată transforma într'o țară de oameni mulțumiți.

Domnilor deputați!

Să începem munca aceasta de consolidare, pe care am așteptat-o mai bine de 10 ani, cu legi drepte și cu aplicarea lor cinstită. Sunt fericit, că între proiectele de legi, la ordinea zilei, pot să salut cu această ocazie prima lege economică modernă. Rog pe d-l ministru Madgearu, părintele acestei legi, să ne aducă cât mai repede și pe celelalte. Ne trebuesc legi pentru reorganizarea poștei, căilor ferate; revizuirea legei vămilor, legea asigurărei muncitorilor, codul muncii; legea industriei etc., acestea fiind toate chemate să rezolve problema crizei economice de care suferim.

Domnilor deputați!

Cu ocazia discutării acestui proiect de lege în comisia specială a Senatului, cât și cea publică a Senatului, am avut posibilitatea să particip la acele ședințe. Am fost foarte curios, să văd ce proiect de lege va prezenta actualul guvern, dela care și noi, minoritarii, am așteptat și așteptăm multe îmbunătățiri și îndreptarea stărilor de azi.

Trebue să recunosc, că cu ocazia discuției în comisie și a Senatului, d-l ministru Madgearu a acceptat multe modificări, drept rezultat al discursului ținut de colegul meu, d l senator Gyárfás, pentruce îi exprim cu această ocazie mulțumirile mele personale.

Acest proiect, care s'a și votat de Senat, a înaintat cu

paşi mari spre democratizarea instituţiunei Camerelor şi autonomia lor. Această constatare nu mă împiedecă însă să constat, că unele articole, d. e. art. 2, 11, 14, 15, 19 şi 55, sunt susceptibile de unele modificări şi anume:

La articolul 2, găsesc de necesar ca numărul camerelor de comerţ şi industrie să fie stabilit. Trebue să se ştie câte camere pot să existe şi care e circumscripţia lor? Această cerere o motivez cu următoarele: la data când noua lege a întrat în vigoare, anume în anul 1925, au existat în Ardeal 6, în Vechiul Regat 15, în Bucovina şi în Basarabia 3 camere, adică total 26.

Legea din anul 1925 a dat posibilitatea înfiinţării de noui camere în fiecare judeţ. Rezultatul a fost, că s'a început o rivalizare între judeţe — în foarte multe cazuri chiar fără nici o bază serioasă — pentru înfiinţarea de camere. Astfel azi sunt 49 camere de comerţ şi industrie, va să zică aproape de două ori atât, cât erau în anul 1925, cu toate că în acest interval de timp n'a putut fi vorba de vre-un progres economic, ba din contră putem spune, că s'a produs un dureros regres. Goana după camere va dura şi de aci încolo, numărul lor va spori şi vor rămânea o mulţime de instituţiuni de prisos şi incapabile de a desvolta vre-o activitate remarcabilă, dar cari vor îngreuna însă pe susţinătorii lor cu spesele funcţionării.

La articolul 11: E necesar, ca numărul membrilor din direcţiune să fie ridicat la 30—120 în provincie, iar în Bucureşti cel puţin la 150. Numai în acest caz pot reprezenta cei aleşi massele alegătoare.

La articolul 14, punct *b*, alineatul 2, în loc de meserii să fie trecut industriaş mic, cu calificaţie specială şi cu brevet de meserie. Noi, industriaşii mici nu putem consimţi ca noi, cari am învăţat meseria noastră timp de 3—4 ani, după aceasta am practizat în calitate de calfă 2—4—6 şi mai mulţi ani, să fim grupaţi în aceeaş categorie, cu meseriaşii fără pregătire profesională, cum sunt cârciumarii, proprietarii de bodegi, etc.

Aceştia din urmă trebue să fie cuprinşi într'o categorie aparte; iar în această categorie să rămână numai industriaşii mici cu pregătire specială şi cari au brevet de meserie.

La articolul 15. Repartizarea mandatelor să se facă cu reprezentarea proporţională a minorităţilor, iar votarea să se facă pe liste. Anume: lista care obţine cel puţin 20% din numărul total al voturilor, să obţie în mod proporţional mandate. Felul

cum este redactat articolul din proiectul de lege, este antidemocratic. Nu este echitabil, ca o listă care obţine d. e. 51% din voturile exprimate, iar cealaltă numai 49%, să primească totalitatea mandatelor membrilor în Consiliu.

La articolul 19. Nici în chestiunea dizolvării nu sunt de acord cu dispoziţiile proiectului de lege. În cazurile înscrise la punctele *a* şi *c*, să fie pedepsiţi individual numai cei vinovaţi, nu însă instituţia. La punctul *b* să se facă automatic o alegere nouă fără disolvarea Consiliului întreg.

La articolul 55. Alegerile şi reorganizarea necesită oarecare timp, tot aşa luarea în primire a lucrărilor dela fostul Consiliu. Prin numirea Comisiei Interimare va suferi însă bunul mers al lucrărilor. De aceea găsesc, că este necesar, ca cele 6 articole mai sus smintite să fie modificate. Toate motivele, în baza cărora am cerut modificările, sunt luate din viaţa practică.

Când vom începe discuţia asupra anteproectului, voi înainta propunerile mele de modificare şi vă voi ruga, ca să le primiţi.

Domnule Preşedinte, domnilor deputaţi.

Acest proect de lege asupra Camerelor de comerţ şi industrie, dacă se introduc în el modificările amintite, va deveni o Lege foarte folositoare pentru comerţ şi industrie şi va face cinste ţării noastre.

Aceasta se va întâmpla însă numai, dacă această lege va fi însoţită de un regulament de aplicare, alcătuit în spiritul dreptăţii şi în sfârşit dacă va fi aplicată fără nici o interpretare lăturalnică din partea celor chemaţi.

Având în vedere, că aceste modificări le ţin absolut necesare, declar că întrucât ele nu se primesc, nu pot primi anteproectul în forma lui actuală.

Das erste Dezennium des ungarischen Unterrichtswesens in Rumänien von 1918 - 1928.

(Dritter Bericht.)

III. Die Angelegenheit der ungarischen Minderheitskultur vor dem Völkerbund.

Sobald die ungarischen Kirchenbehörden von dem Inhalt des in Vorbereitung befindlichen Gesetzentwurfes betreffend den

Privatunterricht Kenntnis erlangten, worin sie den gegen den ungarischen Unterricht geführten vernichtenden Schlag erkannten, versuchten sie sich im Mai 1925 an den Rat des Völkerbundes zu wenden, dessen Aufmerksamkeit sie auf die Gefahr lenkten, welche den im Pariser Vertrag gesicherten Minderheitsrechten drohte.

Die Ungarische Partei (Magyar Párt) als einzige politische Organisation der ungarischen Bevölkerung in Rumänien, protestierte bereits auf ihrer am 14-ten Dezember 1924 in Brassó gehaltenen Versammlung gegen die, den ungarischen Schulen drohenden Regierungsverordnungen. Hierauf erhoben auch die röm. katholischen, reformierten und unitarischen ungarischen gesetzmässigen Kirchenvertretungen am 14-ten Mai 1925 in ihren separat gehaltenen Versammlungen in gleichlautenden Beschlüssen gegen die geplanten gesetzlichen Verfügungen Einspruch und beschlossen gleichzeitig, dass, wenn es nicht gelingen sollte, die Regierungsfaktoren von der zerstörenden Wirkung dieser Verfügungen zu überzeugen, sie in Angelegenheit der, die Existenz der Schulen bedrohenden Gefahr sich an den Völkerbund wenden würden.

„Wir haben uns endgiltig der geänderten Staats-Souveränität gefügt — so lautet die durch die drei Kirchen beim Völkerbund eingereichte Klage — und haben kein anderes Ziel als unser auf Grund der göttlichen und menschlichen Gesetze, als auch unseres Rechtes auf das Leben, die Freiheit und die Entwicklung unserer nationalen Kultur für die ungarische Bevölkerung in Siebenbürgen in ihrer neuen Heimat die ihr zukommenden Rechte zu wahren".

Der Völkerbund gab die Klage der siebenbürgischen Kirchenbehörden zwecks Abgabe ihrer Anmerkungen an die rumänische Regierung weiter, welche am 1-ten Dezember 1925 ihre weitschweifigen Bemerkungen zurücksandte (Observations du gouvernement roumain à la pétition supplémentaire des églises reformée, unitaire et catholique de Transylvanie au sujet du projet de loi roumain sur l'enseignement privé. Société des Nations, Genève, le 3. decembre 1925. No. 41/48067/1481.)

„Mit Freude ergreift die rumänische Regierung die Gelegenheit — so schreibt der Gesandte von Rumänien, N. P. Comnéne in dem einleitenden Teile der Observations (2. Seite) — dass sie die eklatanten Beweise ihres den Minderheiten

gegenüber bezeugten Liberalismus vor den Völkerbund bringen kann". Gleichzeitig weist der Gesandte Comnéne darauf hin, dass zur Anfertigung dieser Bemerkungen die rumänische Regierung acht Wochen hindurch 46 Bezirks- und Komitats-Schulinspektoren, Schuldirektoren etc., 11 Ministerialräte aus dem Ministerium des Äussern, 8 Ministerialsekretäre und 9 Maschinenschreiberinnen beschäftigt hat, „doch tat sie dies mit Freude, da sie auch bei dieser Gelegenheit beweisen wollte, wie sehr die bisherige Haltung des Rates des Völkerbundes gegenüber den Minderheiten begründet war und wie unbegründet die gegen den Rat und im allgemeinen gegen den Völkerbund gerichteten Angriffe waren".

Das Memorandum der rumänischen Regierung (Observations 3. Seite) wird mit den folgenden Worten eingeleitet: „Überzeugt davon, dass einzig und allein die konkreten Tatsachen, die genauen Beweise und die objektiven Verhandlungen vor dem Rate des Völkerbundes der gerechten Sache dienen können, wird es die sprachlichen Ausschmückungen, falschen Behauptungen und übelgesinnten Insinuationen von jenen vermeiden, die von ausserhalb der Suche nach der Gerechtigkeit und der Geltendmachung der Gesetzmässigkeit stehenden Motiven geleitet werden. Übrigens — so lautet es weiter — „haben einige der Unterzeichner der Eingabe bereits ihren Irrtum eingesehen und sowohl schriftlich als auch mündlich ihr Bedauern ausgedrückt". (Eine unmögliche und undenkbare Behauptung!)

„Folglich ist es Aufgabe der gegenwärtigen Antwort — so schliesst die Einleitung — auf die vorgebrachten Behauptungen objektiv zu antworten und zu beweisen, dass, weit entfernt davon, eine minderheitsfeindliche Politik zu treiben, Rumänien erfüllt ist von Duldsamkeit und Zuvorkommenheit, besonders gegenüber seinen ungarischen Bürgern". *

* In dem Bukarester Tagblatt *Adeverul* schrieb am 27-ten Mai 1925 ein rumänischer Mittelschulprofessor folgendes bezüglich des Gesetzentwurfes über den Privatunterricht: „Es sind darin solche Bestimmungen, welche die rumänischen Schulen in Siebenbürgen unter dem alten (ungarischen) Regime nicht gekannt haben. Es sind einzelne Verfügungen, die keinerlei pädagogisches Prinzip berücksichtigen und deren Anwendung die seelische Tortur der Kinder der Minderheit bedeuten. Die Beschränkungen und Verbote sind so zahlreich, dass man stellenweise den Eindruck hat, das Reglement eines Gefängnisses zu lesen. Es wird ein neuer Kampf hierauf zwischen uns und den Ungarn folgen, nur dass diesmal sie die Unterdrückten sind."

Die rumänische Regierung richtet einen konkreten Angriff (Seite 5) gegen die ungarische Minderheit, welche — nach ihr — ihre Schulen der Verpflichtung entziehen will, die Staatssprache zu unterrichten. Übrigens bedeutet die Verpflichtung des Unterrichtes der Landessprache nicht gleichzeitig den zweisprachigen Schulunterricht. Von den modernsten Prinzipien der Pädagogik geleitet, hat die Regierung statt des obligatorischen täglichen theoretischen Unterrichtes der rumänischen Sprache und Literatur, um der jüngeren Generation das Lernen zu erleichtern, den Unterricht der rumänischen Sprache und Literatur in wöchentlich drei Stunden bestimmt und nur zum *Zwecke der Übung der Sprache* den Unterricht der Geographie und der Geschichte des Landes in der rumänischen Sprache zur Pflicht gemacht. „Hierbei ist zu bemerken — schreibt die rumänische Regierung (6. Seite) — dass der Unterricht der Geschichte und der Geographie von Rumänien nur in gewissen Klassen erfolgt. So z. B. wird Geschichte nur in der IV. und VIII. Klasse des Lyceums in wöchentlich je zwei Stunden vorgetragen, während die Geographie des Landes nur in der IV. Klasse unterrichtet wird.[1] Hieraus ersieht man, wie weit wir vom alten ungarischen Regime entfernt sind, welches in allen Klassen den Unterricht der ungarischen Sprache obligatorisch machte und unter anderem sehr häufig den Unterricht der Geschichte, der Geographie, der Arithmetik und der Verfassungslehre in ungarischer Sprache in allen Klassen forderte".

Das Memorandum stellt der brutalen Kulturpolitik der li-

[1] In dem im Verlage des rumänischen Unterrichtsministeriums im Jahre 1923 erschienenen Ivaşcu-schen Mittelschulgesetz und Reglement, Schulplansammlung (Colecţie, Bucureşti, 1923) wird auf Seite 129 die wöchentliche Stundenanzahl der rumänischen Sprache und Literatur angegeben als: I/4, II/3, III/3, IV/3, V/3, VI/3, VII/3 und VIII/2 Stunden, auf Seite 163 die wöchentliche Stundenanzahl der Geschichte der Rumänen: IV/2 und VIII/3, und auf der 171-ten Seite die wöchentliche Stundenanzahl der Geographie von Rumänien IV/2, demgemäss sind die rumänischen obligaten Stunden 31, hingegen war z. B. in den Stundenplan des reformierten Lyceums von Sepsiszentgyörgy vom Jahre 1926/27 38 Stunden für rumänische Sprache eingeschrieben. In der Mädchenbürgerschule „mit ungarischer Unterrichtssprache" von Csikszereda über das Jahr 1926/27 (I—IV Klasse) wurde die ungarische Sprache per Klasse in wöchentlichen 2 Stunden und darüber hinaus in der IV. Klasse die Chemie in wöchentlichen 2 Stunden ungarisch unterrichtet, jeder andere Gegenstand — mit Ausnahme der Religion — wurde ausschliesslich in der rumänischen Sprache unterrichtet. In der römisch-katholischen Mädchenbürgerschule von Máramarossziget wurde im Schuljahr 1927/28 in der I—IV. Klasse in wöchentlich 30 Stunden rumänisch unterrichtet (rumänische Sprache 14, Geographie 8, Geschichte 8 Stunden.)

beralen Regierung die unterdrückende, entnationalisierende, die Verachtung der Kulturvölker verdienende ungarische Kulturpolitik entgegen, stets wiederholend, dass die ungarische Ära die rumänischen Volksschüler in ihren eigenen konfessionellen Schulen 5 Lehrgegenstände — in ungarischer Sprache — unterrichten liess. Und da die „konkreten Tatsachen und genauen Beweise" der Gerechtigkeit dienen und den Völkerbund überzeugen, dünkte es ihm — zwecks genauer Beweisführung — dass es selbst nicht vor der Abänderung einiger ungarischer Gesetze zurückschrecken darf.

Hier folgt, in welchen Abänderungen die Regierung die durch die Liberalen von amtswegen gefälschten ungarischen Gesetze vor dem Rate des Völkerbundes vorführte:

„Die Gesetze des Grafen Apponyi (13. Seite) vom Jahre 1907 strebten auch danach, mittels der staatlichen Gehaltsregelung den rumänischen Unterricht zugrunde zu richten. In dem Falle, wenn die rumänischen Schulen diese staatliche finanzielle Unterstützung annahmen, waren sie verpflichtet, auch wenn die Unterstützung noch so gering war, nicht nur die Geschichte, die Geographie und Verfassungslehre von Ungarn in der ungarischen Sprache zu unterrichten, sondern auch die Arithmetik, weiters auch die allgemeine Geographie und Geschichte. Betreffend den Mittelschulunterricht sind jene Verfügungen Beispiele, welche die ungarische Regierung dem Belényeser rumänischen Gymnasium gegenüber anwandte, wo sie die ungarische als Unterrichtssprache für sämtliche Lehrgegenstände einführte, ausgenommen die rumänische Sprache und den Religionsunterricht". [2]

[2] Auf Seite 59 der im Jahre 1925 durch das rumänische Unterrichtsministerium herausgegebenen amtlichen Ausgabe „Motivierung des Gesetzentwurfes über den Privatunterricht" wird dieselbe Behauptung folgendermassen ausgedrückt: „Mehr als die Hälfte des Belényeser Lyceums war magyarisiert".

— Auf Seite 137 des Werkes „Viaţa şi org. Biseric. şi Şcolara, Bucureşti, 1915" von Ghibu Onisifor steht folgendes: „Was die Sprache des Unterrichtes anbelangt, ist diese in den rumänischen Lyceen — Belényeser, Balázsfalvaer griech. kath., Brassóer und Bráder griech. orientalischer, Naszóder Stiftungslyceum — die rumänische. Eine Ausnahme bildet Belényes, wo in den höheren Jahrgängen mit Ausnahme der Religion und der rumänischen Sprache die Unterrichtssprache ungarisch war, während in den unteren Jahrgängen nur die Geschichte und die Geographie ungarisch unterrichtet wurde. In Naszód wurden auch die Ersatzgegenstände für Griechisch ungarisch unterrichtet".

— In den staatlichen Lyceen von durch Rumänen bewohnten Gebiet wurde die rumänische Sprache fakultativ unterrichtet".

— Auf Seite XVIII des Jahrbuches des 75 Jahre alten griechisch-

„Demgegenüber führte die Verordnung No. 100.088 des rumänischen Ministers, auf welche die Klage sich bezieht, *nur* für die Geschichte, die Geographie und die Verfassungslehre Rumäniens die rumänische Unterrichtssprache obligatorisch ein".

Auf Seite 47 der Observations schreibt die liberale Regierung folgendes: „Wohl gestatteten die ungarischen Gesetze in der Theorie den Unterricht in der Muttersprache in sämtlichen Schulen (Gesetzart. XLIV. 1868), jedoch ist es erwiesen, dass dies Gesetz niemals durchgeführt wurde. Was die konfessionellen Schulen betrifft, macht der Gesetzartikel XXVII. vom Jahre 1907 den Unterricht der ungarischen Sprache, der Geschichte, der Geographie, der Arithmetik und der Verfassungslehre in der ungarischen Sprache obligatorisch, ohne Rücksicht darauf, welche die respektive Unterrichtssprache wäre".

Auf Seite 48 befasst es sich wieder mit dieser Frage: „Das Memorandum (d. i. die Klage der Kirchenbehörden) behauptet, dass laut den ungarischen Gesetzen die konfessionellen Schulen staatliche Subvention bekamen, wenn sie vier Lehrgegenstände in ungarischer Sprache unterrichteten". (Die rumänische Regierung führt hier die ungarische Klage irrtümlich an; vorher, auf der 47-ten Seite führte sie dieselbe noch richtig an, und zwar so: „laut dem ungarischen Gesetz konnten die konfessionellen Schulen staatliche Subvention erhalten, wenn sie die vom Lehrplan vorgeschriebenen vier Unterrichtsgegenstände unterrichteten".) In Wirklichkeit ist hier von 5 Unterrichtsgegenständen die Rede: von der ungarischen Sprache, der Geschichte, der Geographie, der Arithmetik und der Verfassungslehre.

„Was die in der rumänischen Sprache zu unterrichtenden Gegenstände betrifft, ist zu bemerken, dass gegenüber den 5 Unterrichtsgegenständen der ungarischen Ära, unter der rumänischen Herrschaft bloss 3 obligatorisch sind (die Arithmetik und Verfassungslehre wurden weggelassen) und nur die Geo-

orientalischen Brassóer rumänischen Lyceums — Braşov, 1925 steht: Die Brassóer griechisch-orientalisch rumänischen Mittelschulen waren nach dem Vorbilde der staatlichen organisiert, mit dem Unterschied, dass die Unterrichtssprache die rumänische war und dass wir die rumänische Sprache und Religion auch unterrichteten, und dass sie alle Rechte hatten so wie die staatlichen Lyceen".

— Auf Seite XCIII.: die Professoren erhielten ab 1 Juli 1906 gleiches Gehalt wie die staatlichen Professoren aus der vom Staate gegebenen Subvention, doch erlitt die Autonomie unserer Schule keinerlei Einbusse".

graphie und Geschichte des Landes in der rumänischen Sprache unterrichtet werden, während die allgemeine Geographie und Geschichte in der Sprache der Minderheit unterrichtet wird. Die Zahl der Unterrichtsstunden der rumänischen Sprache beträgt 6, jedoch nur in der Theorie, da in Wirklichkeit in den konfessionellen Schulen viel weniger oder gar nicht rumänisch unterrichtet wird". [3]

Noch auf der 148 ten Seite konnte der Rat des Völkerbundes lesen: „Wie weit entfernt sind wir von der guten Regierung Apponyi's da man die ungarische Sprache, die Geographie, die Geschichte, Arithmetik und mitunter auch die Religion ungarisch unterrichtete! Und die Herren von gestern wagen es noch, die kgl. rumänische Regierung der Verfolgung der Minderheiten zu bezichtigen".

Diese missachtende Geisselung der ungarischen Schulpolitik geschah nicht nur vor dem Völkerbund, sondern auch in beiden Häusern der rumänischen Gesetzgebung schleuderten sämtliche Minister und Abgeordnete diese immer wieder den Leitern der ungarischen Minderheiten ins Gesicht, wenn sie sich erkühnten, irgendeine Schulverletzung vorzubringen. Umsonst wollten diese die irrige Behauptung richtigstellen, sie wurden jedesmal niedergestimmt und diese Kühnheit der ungarischen Unverschämtheit zugeschrieben, welche die rumänisierende ungarische Kulturpolitik in ihren Schutz nehmen wollte gegen die genauen Beweise des Unterrichtsministers Anghelescu.

Wer die Journale der rumänischen Kammer und des Senates mit Aufmerksamkeit verfolgt, wird über den hasserfüllten Ton bestürzt sein, in welchem die eine oder andere Kulturfrage der ungarischen Minderheit behandelt wird: Also wagen die Ungarn noch etwas zu sagen, wenn sie in den von den Rumänen erhaltenen Elementarschulen den Unterricht von fünf, resp. sieben Schulgegenständen (allgemeine Geographie und Geschichte) in der ungarischen Sprache verlangten und nun finden

[3] Der an die Durchführungs-Instruktion des Privatunterrichtsgesetzes (siehe Monitorul Oficial 1926. III. 10) angeschlossene Anhang bestimmt die wöchentliche Stundenanzahl der Unterrichtsgegenstände in rumänischer Sprache der „Elementarschulen mit Minderheitssprachen-Unterricht". Nach diesem ist die wöchentliche obligate Stundenanzahl in rumänischer Sprache in den Schulen mit einem Lehrer 12 Stunden wöchentlich, in jener mit zwei Lehrern 20, mit drei Lehrern 26, mit sechs Lehrern 38 Stunden wöchentlich. Natürlich kommen hierzu noch die für die III. und IV. Klasse bestimmten wöchentlichen je 2 Stunden für rumänische Geschichte und Geographie.

sie den Unterricht von drei Lehrgegenständen in der rumänischen Sprache schon zuviel. So objektiv ist das stolze ungarische Volk!

Woher stammt diese zielbewusste Fälschung, welche die siebenbürger ungarischen 7—14-jährigen Kinder von Durchschnittsfähigkeiten von der Erlangung der elementaren Kenntnisse in ihrer Muttersprache ausschliesst, nur deshalb, damit sie nahezu sieben Jahre hindurch Geographie und Geschichte — in einer später zu erlernenden, der rumänischen Sprache lernen müssen ?!

Unterrichtsminister Anghelescu verfertigte seine Gesetzentwürfe mit riesigem Apparat und pflegte in deren Motivierungen alles zusammenzutragen, was das System des rumänischen Unterrichtswesens verherrlicht und zählte auch die darauf bezüglichen Daten aus anderen Ländern auf. Von diesen stammt die grösste Menge der „genauen Beweisstücke" aus der verrumänisierenden Schulpolitik der Ungarn.

So gelangte der § 20 des Gesetzartikels XXVII. vom Jahre 1907 in seiner absichtlich ungünstig veränderten Form zum erstenmal, versehen mit der Beglaubigung der rumänischen Regierung, in die ministerielle Motivierung des im Jahre 1924 eingereichten Gesetzentwurfes betreffend den staatlichen Elementarunterricht. (Siehe Desbat. Deputaţilor 1923/24 No. 111. — Journal des Abgeordnetenhauses — Seite 3058, und Desbat. Senatului 1923/24. No. 69 — Journal des Senates — Seite 1926) mit diesem Texte:

„In die vom Staat subventionierten konfessionellen Schulen mussten fünf Unterrichtsgegenstände in der ungarischen Sprache (ungarische Sprache, Geschichte, Geographie, Verfassungslehre und Arithmetik) eingeführt werden". Hier steht unter Anführungszeichen: Siehe Onisifor Ghibu: Viaţa şi organizaţia bisericească şi şcolară în Transilvania şi Ungaria, Bucureşti, 1915. Wenn wir das als Quelle bezeichnete Buch vornehmen, finden wir auf Seite 107 in der Tat die Berufung auf das ungarische Gesetz und zwar so: „Der Staat unterstützt die konfessionellen Schulen, wenn diese den durch denselben festgesetzten Bedingungen entsprechen (entsprechende Lokalität, befähigter Lehrer, Fortschritte in der ungarischen Sprache und patriotische Erziehung), jedoch in diesem Falle bestimmt der Staat den Lehrplan von fünf Unterrichtsgegenständen (ungarische Sprache, Geschichte, Geographie, Verfassungslehre und Arithmetik.)" Demgemäss ist keine

Spur von dem Unterricht in der ungarischen Sprache! Hieraus ist offenkundig, dass Minister Anghelescu für die Abänderung (er hat die Motivierung des Gesetzentwurfes unterschrieben!) verantwortlich ist.

Eine andere Form von solch' übelgesinnter Abänderung finden wir in der ministeriellen Motivierung des Gesetzentwurfes über den Privatunterricht (Herausgegeben vom rumänischen Unterrichtsministerium, Bucureşti, 1925) auf der 52-ten Seite wie folgt:

— „Der Staat unterstützt die konfessionellen Schulen . . . und in diesem Falle bestimmt der Minister den Lehrplan, während die ungarische Sprache, die Geschichte, Geographie, Arithmetik und Verfassungslehre in ungarischer Sprache zu unterrichten sind".

Auf Seite 50 von derselben Motivierung schreibt Unterrichtsminister Anghelescu Folgendes: Das Gesetz XXVII. G. A. des Jahres 1907 bestimmt das Gehalt der konfessionellen Lehrer und deren Avancement und bestimmt, dass nur jene Lehrer von konfessionellen Schulen mit ungarischer Unterrichtssprache staatliche Subvention bekommen können, (hier folgt eine Anführung des rumänischen Ministers), welche die ungarische Sprache, Arithmetik, Geschichte, Geographie und vaterländische Verfassungslehre in ungarischer Sprache und in der durch den Minister festgestellten Stundenanzahl und nach dem gutgeheissenen Schulplan unterrichten und welche die vom Minister genehmigten Schulbücher und Lehrutensilien benützen . . . (§. 20.)" Der Minister beruft sich bei der Anführung des Textes der ungarischen Gesetze auf die in Hermannstadt erschienene Brochure Neues Schulgesetz (Nouă lege şcolară) von Lazar Triteanu (während dem Kriege Konsistorial-Unterrichts-Referent in Hermannstadt und nach der Änderung des Imperiums griechisch orientalischer Bischof in Komitat Roman), welche den Gesetzartikel XXVII. von 1907 in wortgetreuer Übersetzung wiedergibt, und wobei im §. 20 kein Wort steht von dem Unterricht in ungarischer Sprache der fünf Lehrgegenstände, sondern nur von dem durch den Minister gutzuheissenden Schulplan von fünf Unterrichtsgegenständen".[4]

[4] Betreffend der Durchführung des § 20. des Gesetzartikels XXVII/1907 sagt die am 30. September 1910 sub No. 11.410 vom Hermannstädter griechisch-orientalischen erzbischöflichen Kirchensprengel herausgegebene Zirkularverordnung (wiedergegeben in: Anuarul Pedagogic 1913. Sibiu, 1912, pag. 167, von Onisifor Ghibu) folgendes: „In unseren konfessionellen Schulen, seien

Es ist offenkundig, dass diese übelgesinnte Anführung der liberalen Regierung und des Unterrichtsministers nur darum geschieht, um die Aufmerksamkeit der rumänischen Öffentlichkeit und des Völkerbundes von der Nichteinhaltung der Punkte des Pariser Minderheitsvertrages abzulenken und die eigene Politik menschlicher, verstehender, nachsichtiger, freisinniger hinzustellen im Gegensatz zu der Vorkriegs-Schulpolitik: denn während die ungarische Ära von den rumänischen konfessionellen Schulen den Unterricht in der ungarischen Sprache von 5—7 Lehrgegenständen forderte, begnügt sich die rumänische Regierung mit dem Unterricht von nur 3 Lehrgegenständen in der rumänischen Sprache.

Der Völkerbund schenkte dem Glauben und belobte sogar die liberale Regierung.

Betrachten wir noch einige Fälle, wie diese Regierung sich gegen die Klage der ungarischen Minderheit wehrt.

„Die damalige Mehrheit — schreibt sie auf Seite 7 — *die heutige Minderheit* behält sich sämtliche Rechte vor, die rumänische Minderheit — *die heutige Mehrheit* — wurde in einer erniedrigenden, untergeordneten Situation gehalten. An diese Situation nicht zu rühren, deren Korrigierung nicht zu versuchen, wäre ein unverzeihlicher geschichtlicher Fehler der nachfolgenden rumänischen Regierung gewesen. Die rumänischen Regierungen haben daher versucht, ihrer Verpflichtung gegenüber der in der Vergangenheit unterdrückten rumänischen Nation nachzukommen, ohne jedoch dadurch den neuen rumänischen Staatsbürgern gegenüber ungerecht zu sein. Das ungarische Memorandum unterstreicht, dass „die Zahl der ungarischen Schulen in 1918 (staatliche und konfessionelle) 2583 war, während im folgenden Jahre deren Anzahl auf 1669 herabsank und seitdem noch verminderte. Die Zahl 2583 der ungarischen

diese nun vom Staat subventioniert oder nicht, sind sämtliche Lehrgegenstände ausschliesslich in rumänischer Sprache zu unterrichten, ausgenommen die ungarische Sprache, in deren Rahmen auch arithmetische, geschichtliche, die Verfassungslehre und Geographie betreffende Themen aufgenommen werden können. Alles jenes, was in diesen Lehrfächern ungarisch behandelt wird, darf nur dann behandelt werden, wenn es in der Unterrichtsstunde des betreffenden Lehrgegenstandes bereits gelernt wurde . . . Der Unterricht in den Arithmetik-, Geschichts-, Verfassungslehre- und Geographiestunden muss ausschliesslich in der rumänischen Sprache geschehen. Deshalb werden für den Unterricht dieser Gegenstände keine anderen Lehrbücher als nur rumänische gestattet, wobei die zweisprachigen Lehrbücher vollkommen ausgeschlossen sind, welche das Lernen maschinal machen".

Schulen enthält sämtliche staatlichen Schulen, da es ja keine einzige rumänische staatliche Schule gab. Die meisten dieser Schulen wurden unter dem ungarischen Regime errichtet, in rein rumänischen Zentralen im Interesse der Magyarisierung dieser Gebiete. Kann man von der rumänischen Regierung die Aufrechterhaltung dieser *fremden* Schulen fordern?"

Der Völkerbund glaubte wiederum die Richtigkeit dieser Behauptungen, jedoch, was sehen wir in den rumänischen Quellenwerken diesbezüglich: Auf Seite 37 seines Werkes Şcoală Românească etc. Bucureşti 1915 schreibt O. Ghibu: auf dem von Rumänen bewohnten Gebiet beträgt die Zahl der staatlichen Schulen im Ganzen über 600. In Ungarn sind 2934 Schulen mit rumänischer Unterrichtssprache: 1640 griechisch-orientalische, 1129 griechisch-katholische und 165 Gemeindeschulen. Folglich fiel auf jeden 1005-ten rumänischen Einwohner Ungarns in 1914 eine autonome rumänische Schule, während zur gleichen Zeit im Königreich Rumänien bloss auf jeden 1418-ten Einwohner eine Schule fiel. Die Daten bezüglich Rumänien vom Jahre 1914 sind der amtlichen Ausgabe Anuarul Statistic al României vom Jahre 1924, Seite 11 und 234—35 entnommen! (Fortsetzung folgt.)

BÜCHER UND ZEITSCHRIFTEN.

Dr. Arthur Balogh: Der internationale Schutz der Minderheiten.

Ausser einigen juridischen Werken, die sich zumeist nur mit einzelnen Minderheiten befassten, gab es bisher erst wenige, die Gesamtfrage der Minderheiten umfassende, sistematisch-ausführliche Werke. Universitätsprofessor Arthur Balogh legt uns nun solch eine sistematische juridische Arbeit vor, die nicht dem Politikum als Solchen, noch weniger der Tagespolitik dienen will, sondern den Sinn der internationalen Verträge bezüglich der Minderheiten wissenschaftlich zu untersuchen und zu bestimmen bestrebt ist. Diesen Verträgen stellt er die internen Rechtsnormen der diesbezüglich am ehesten in Betracht kommenden Staaten zur Seite, welche hauptsächlich infolge der Verträge zur Regelung der Minderheitenrechte zustandegekommen sind.

Selbstverständlich kann Professor Balogh nicht umhin, vor Beginn seiner eigentlichen Aufgabe die Geschichte des Minderheitenschutzes bekanntzugeben.

Diese geschichtliche Materie haben schon Mehrere mit ziemlicher Gründlichkeit behandelt, doch überzeugt uns dies neue Werk, dass der Verfasser auch bisher unbeachtet gebliebene Daten erforschte.

Die Zusammenstellung der auf die Nationalitäten der Vorkriegszeit bezugnehmenden staatlichen Rechtsnormen in diesem Werke finden wir unvollkommen. Nach Aussage des Autors gab es in Europa vor dem Weltkrieg sechs solche Staaten, die Nationalminderheiten in erheblicher Zahl aufzuweisen hatten, u. zw.: Österreich, Ungarn, die Schweiz, Belgien, die Türkei und Russland. Diese Aufzählung finden wir nicht stichhältig. Belgien als die Heimat mehrerer Nationalminderheiten zu bezeichnen, während Deutschland aus der Reihe ausblieb — dies scheint unverständlich. Doch wenn diese sechs Staaten schon hier beieinander stehen, hätten wir gerne die staatlichen Rechtsnormen hinsichtlich der Nationalminderheiten nicht nur in bezug auf Österreich und Ungarn gesehen, sondern auch die in den übrigen vier Staaten gültigen, worunter insbesondere die von Belgien und der Schweiz den Leser interessieren würden.

Ausführlich behandelt der Autor jene Propositionen, die zur Zeit des Weltkrieges zur Lösung des Nationalitätenproblemes gestellt wurden und die Bestrebungen, die Minderheiten der Rasse, Religion und Sprache tatsächlich dem Schutz des Völkerbundes unterzustellen. Im Abschnitt „Das Entstehen der Minderheitenverträge" vergegenwärtigt er uns in interessanter Weise, wie Ionel Brătianu sich vergeblich gegen den Minderheitenschutz-Vertrag wehrt, den Rumänien schliesslich doch annehmen musste, denn sonst hätte es keine territoriale Zunahme erreicht.

Der zweite Teil befasst sich mit den Minderheitsrechten im allgemeinen. Die Rechtsquellen des internationalen Minderheiten-Schutzes werden hier ausführlich behandelt.

Durch detaillierte Aufklärungen über jede Rechtsquelle steigt der Wert der Arbeit. Das zweite Kapitel dieses Teiles, worin der Zweck der Minderheitsverträge dargelegt wird, ist sehr interessant. Hier finden wir eine bemerkenswerte Auslegung der allbekannten Aussage Mello Franco's. Professor Balogh trachtet zu beruhigen, der brasilianische Gesandte wolle nicht die Entnationalisierung zulassen, nur das Aufgehen der Minderheiten in der *Staatseinheit* herbeiführen.

Balogh gab dieser Auffassung auch am jüngsten Genfer Kongress Ausdruck; er betonte dort aber sehr richtig, wenn es auch möglich ist, dem Ausspruch Mello Franco's diesen Sinn beizumessen, so sei es doch unzulässig, vor dem Völkerbunde solch zweideutige Äusserungen zu tun, die dann absichtlich gegen die Minderheiten ausgenützt werden.

Eine unleugbar richtige Kritik bei Besprechung der Mängel

der Minderheitenverträge ist, man sehe es den Verträgen an, dass sie das Werk von Diplomaten und nicht von Juristen seien. Solche Ausdrücke, wie der betreffende Staat werde gewisse Rechte „erlauben", er werde seine „Zustimmung" zu etwas geben, weisen darauf hin, wie die Empfindlichkeit des betreffenden Staates berücksichtigt wird und eignen sich besonders zur Verdunkelung dessen, dass es sich hier um strickte internationale Verpflichtungen handelt.

Balogh ist geradezu in seinem Element, wie er uns im Abschnitt „Die Minderheitsverträge und die Souveränität" den Begriff der Souveränität und deren richtiges Verständnis demonstriert. Leider sind unter den Lenkern der gebräuchlichen Politik und hauptsächlich unter den Inhabern der Macht solche in der Mehrzahl, die den Souveränitätsbegriff, wie er im XVI. Jahrhundert entstand, vor Augen halten; sie verkünden die unbegrenzte Staatsmacht und die in jeder Beziehung bestehende Höchststellung des Staatsrechtes als Dogma.

Jeder Kämpfer der Minderheitsidee tut gut, den modernen Souveränitätsbegriff kennen zu lernen, wobei ihm die Ausführungen Professor Balogh's unter § 17 des Werkes sehr zustatten kommen.

In unserer heutigen Lage von besonderer Aktualität und äusserst interessant ist der Abschnitt (§ 21), welcher die Frage aufwirft, ob die Minderheitenrechte individuelle oder kollektive sind, sowie der nachfolgende Abschnitt, der die internationale Rechtspersönlichkeit der Minderheiten behandelt.

Es mangelt uns an Raum, alle Teile von Balogh's Werk, die über Staatsbürgerschaft die einzelnen Minderheitsrechte und deren Sicherungen und Schutz berichten, zu behandeln Doch können wir feststellen, kein Werk unserer gesamten Minderheitsliteratur gekannt zu haben, welches das daran bezügliche Material in solch vollkommen durchdachter Weise uns vorführte, wie diese vorzügliche Arbeit Balogh's.

Professor Arthur Balogh tat sehr recht daran, sein Werk „Der internationale Schutz der Minderheiten" in München, Südost-Verlag Adolf Dresler in deutscher Sprache erscheinen zu lassen. Dadurch wurde seine Auffassung und das Resultat seiner mühevollen Arbeit den sich mit der Minderheitenfrage am meisten befassenden und grössten Lager, dem deutschen zugänglich gemacht. Es gereicht uns aber zur Freude, anzeigen zu können, dasselbe Werk sei auch in ungarischer Sprache im Verlag Ludwig Voggenreiter, Berlin (ungarische Abteilung) erschienen und somit ist auch die ungarische Minderheitenliteratur um ein Erhebliches bereichert. **E. Z.**

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.